

INSTITUT DE LA GOUVERNANCE  
DES SYSTÈMES D'INFORMATION  
fondé par

A F A I

CiGREF

Plan de comptes informatique



## **PUBLICATIONS SUPPORTS**

### ***Sites***

[www.afai.fr](http://www.afai.fr)

[www.cigref.fr](http://www.cigref.fr)

[www.itgi-france.com](http://www.itgi-france.com)

### ***Publications IGSI***

[Actes du Symposium IT Governance en actions 11 mai 2004 Paris](#)

[IT Governance : pilotage de l'informatique pour les dirigeants d'entreprise - modèle de référence](#)

### ***Publications CIGREF***

[2002 - Gouvernance du système d'information](#)

[2001 - Comment le contrôleur de gestion peut-il assister le DSI](#)

[1999 - Coût de possession du poste de travail - rapport d'étape](#)

[1999 - Benchmarking Informatique](#)

[1995 - Contrôle de gestion informatique et maîtrise des coûts](#)

### ***Publications AFAI***

[Maîtriser les coûts informatiques](#)

## PARTICIPANTS

Ce livrable, est issu des travaux d'un groupe de réflexion de l'IGSI, piloté par Michel Fondeviole, administrateur du CIGREF et a été rédigé avec la participation active des personnes suivantes :

Typhaine De Boissieu, PSA  
Patrick Duruel, Framatome ANP  
Michel Fondeviole, Framatome ANP  
Bruno François, Crédit Agricole  
David Hisleur, PSA  
Jean-Louis Leignel, AFAI  
Claude Salzman, AFAI  
Jean-Marc Teisset, EDF  
Antoine Trouve, Bouygues Telecom

L'étude a été rédigée par Aurélie ROY, chargée de mission au CIGREF.

## SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>PREAMBULE</b>	<b>5</b>
1.1	CADRE	5
1.2	ENVIRONNEMENT	5
1.3	LES REFERENTIELS	5
1.3.1	COBIT	6
1.3.2	ITIL	6
1.4	OBJECTIFS	7
1.4.1	GOUVERNANCE	7
1.4.2	BENCHMARKING	8
1.4.3	CONNAISSANCE	8
1.4.4	MAITRISE	9
<b>2</b>	<b>METHODE</b>	<b>10</b>
2.1	DEFINITION DU PERIMETRE	10
2.1.1	INFORMATIQUE DE BUREAUTIQUE / GESTION / SCIENTIFIQUE / PRODUCTION	10
2.1.2	PERIMETRE GEOGRAPHIQUE (FRANCE, EUROPE, MONDE)	10
2.1.3	NIVEAU CENTRALISE (CORPORATE) / LOCAL (USINES) / LOCAL (SIEGE)	10
2.1.4	COUTS STRICTS (SOUS L'AUTORITE DE LA FONCTION INFORMATIQUE) / COMPLETS	10
2.2	MISE EN COMMUN DES REGLES DE DETERMINATION DES COUTS	11
2.2.1	COUTS DE FONCTIONNEMENTS / D'INVESTISSEMENTS	11
2.2.2	COUTS LIES A UN DECAISSEMENT OU A UN AMORTISSEMENT	11
2.2.3	DISTINGUER LES INVESTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS	11
2.2.4	DEFINIR DES REGLES D'AMORTISSEMENT	12
2.2.5	SELECTIONNER LES TEMPS DU PERSONNEL ET DES UTILISATEURS A PRENDRE EN COMPTE	12
2.2.6	REPARTITION DES CHARGES	12
2.2.7	INCORPORATION DES TAXES	12
<b>3</b>	<b>PLAN DE COMPTES INFORMATIQUES</b>	<b>13</b>
3.1	TROIS CLASSEMENTS DES COUTS INFORMATIQUES	13
3.2	CLASSIFICATION DES CHARGES INFORMATIQUES	14
3.2.1	APPROCHE PAR COMPTE DE COMPTABILITE GENERALE	14
3.2.2	APPROCHE PAR NATURE BUDGETAIRE	16
3.2.3	APPROCHE ANALYTIQUE	17
<b>4</b>	<b>GLOSSAIRE DE LA CLASSIFICATION BUDGETAIRE</b>	<b>18</b>
4.1	PERSONNEL	18
4.1.1	PERSONNEL INTERNE	18
4.1.2	PERSONNEL EXTERNE	18
4.2	PRESTATIONS EXTERNES	18
4.2.1	FACILITY MANAGEMENT	18
4.2.2	FRAIS DE TELECOMMUNICATION / RESEAU	18
4.2.3	AUTRES FRAIS DE PRESTATIONS EXTERNES	19
4.3	CONSEIL	19
4.4	MATERIEL	19
4.5	LOGICIELS / PROGICIELS	20
4.6	SURFACES	20
4.7	IMPUTATIONS INTERNES	21
<b>5</b>	<b>GLOSSAIRE DES TERMES TECHNIQUES INFORMATIQUES</b>	<b>22</b>

# 1 PREAMBULE

## 1.1 CADRE

Les problèmes de benchmarking des coûts informatiques sont depuis longtemps un sujet de discussions.

Afin de les résoudre, le CIGREF (1970) et l'AFAI (1982) ont cumulé leurs 50 ans d'expérience pour créer un plan de comptes informatique et organiser une démarche d'analyse de processus.

Le groupe de travail IGSI a commencé à se réunir en octobre 2005. Des professionnels responsables du management des coûts informatiques et un consultant se sont réunis au CIGREF 7 fois. Le pilote a encadré les travaux du groupe de travail très régulièrement et un plus grand cercle de professionnels membres du CIGREF les a validés.

## 1.2 ENVIRONNEMENT

En pratique, on connaît bien le montant du budget du service informatique mais il est difficile de savoir si ce dernier est exhaustif. A priori, déterminer les coûts informatiques est une tâche simple et toutes les entreprises y arrivent. Mais quand, lors du benchmarking, on est amené à comparer les chiffres, des questions et des doutes surgissent. En effet, les règles de comptabilisation et d'évaluation sont propres à chaque entreprise. Le benchmarking perd alors toute sa valeur ajoutée.

L'expérience montre qu'on ne connaît pas toutes les dépenses : les amortissements, les dépenses de personnel y compris les charges sociales ou encore les dépenses informatiques décentralisées. Selon la taille de l'entreprise, les notions varient ; les responsables informatiques se limitent souvent aux coûts directement liés à leur service.

Il s'agit donc de clarifier quels sont les coûts, ce qui entre dans ces coûts et ce qui en est exclu.

La définition du périmètre évite les dérives, les oublis et les incompréhensions car les budgets informatiques sont souvent sous-évalués (au niveau des investissements et du personnel).

On raisonne donc en coût complet (matériel, personnel, infrastructure, quote-part de services...).

Nous nous plaçons dans un contexte général et ce modèle fait donc abstraction des exceptions liées au secteur d'activité ou à la culture d'entreprise. Il s'agit bien de créer un modèle de base pour le benchmarking et de dégager des grandes règles sur lesquelles toutes les entreprises se retrouvent.

## 1.3 LES REFERENTIELS

Aucun référentiel n'existe sur les coûts informatiques. La question des coûts est abordée mais de très haut ; les référentiels COBIT, ITIL donnent des méthodes mais sans entrer dans les détails. Les entreprises, face à ce flou, définissent leurs propres méthodes.

### 1.3.1 COBIT

COBIT fait référence aux coûts dans le processus DS6 « Identifier et imputer les coûts » qui a pour objectif d' « assurer une connaissance exacte des coûts imputables aux services informatiques ».

COBIT donne une liste de coûts alloués à toutes les ressources informatiques à recenser mais sans les définir précisément :

- le matériel d'exploitation
- les périphériques
- l'utilisation des télécommunications
- le développement des applications et leur maintenance
- les frais généraux administratifs
- les coûts des prestations des fournisseurs externes
- l'assistance aux utilisateurs (help desk)
- les installations et leur maintenance
- les coûts directs/indirects
- les charges fixes et variables
- les coûts à fond perdus et discrétionnaires

### 1.3.2 ITIL

ITIL a défini un processus « Gestion financière pour les services IT » qui a pour but d' « assurer une administration rentable des biens IT et des ressources financières utilisées pour la fourniture des services IT ».

ITIL propose un exemple de catégorisation des coûts informatiques :

- **Matériel** (grands systèmes, stockage sur disques, réseaux, PC, portables, serveurs locaux)
- **Logiciel** (systèmes d'exploitation, applications, bases de données, outils de contrôle de gestion)
- **Ressources humaines** (salaires, primes, coûts de transfert, frais, conseils)
- **Locaux** (bureaux, réserve, lieux sécurisés)
- **Services externes** (services de sécurité, de récupération en cas de sinistre, d'approvisionnement à l'extérieur)
- **Transfert** (dépenses internes provenant d'autres centres de coûts au sein de l'organisation)

ITIL précise que d'autres catégorisations peuvent être choisies ; l'important est que tous les coûts soient identifiés. La catégorisation dans un « Cost Model » doit permettre :

- d'analyser l'évolution dans le temps de ses propres dépenses
- de comparer ses coûts avec ceux d'autres organisations (internes ou externes).
- de servir de simple base pour l'ABC (activity based costing)

ITIL dénomme « Cost Model » ce que nous appelons le « Plan de comptes informatiques ».

## 1.4 OBJECTIFS

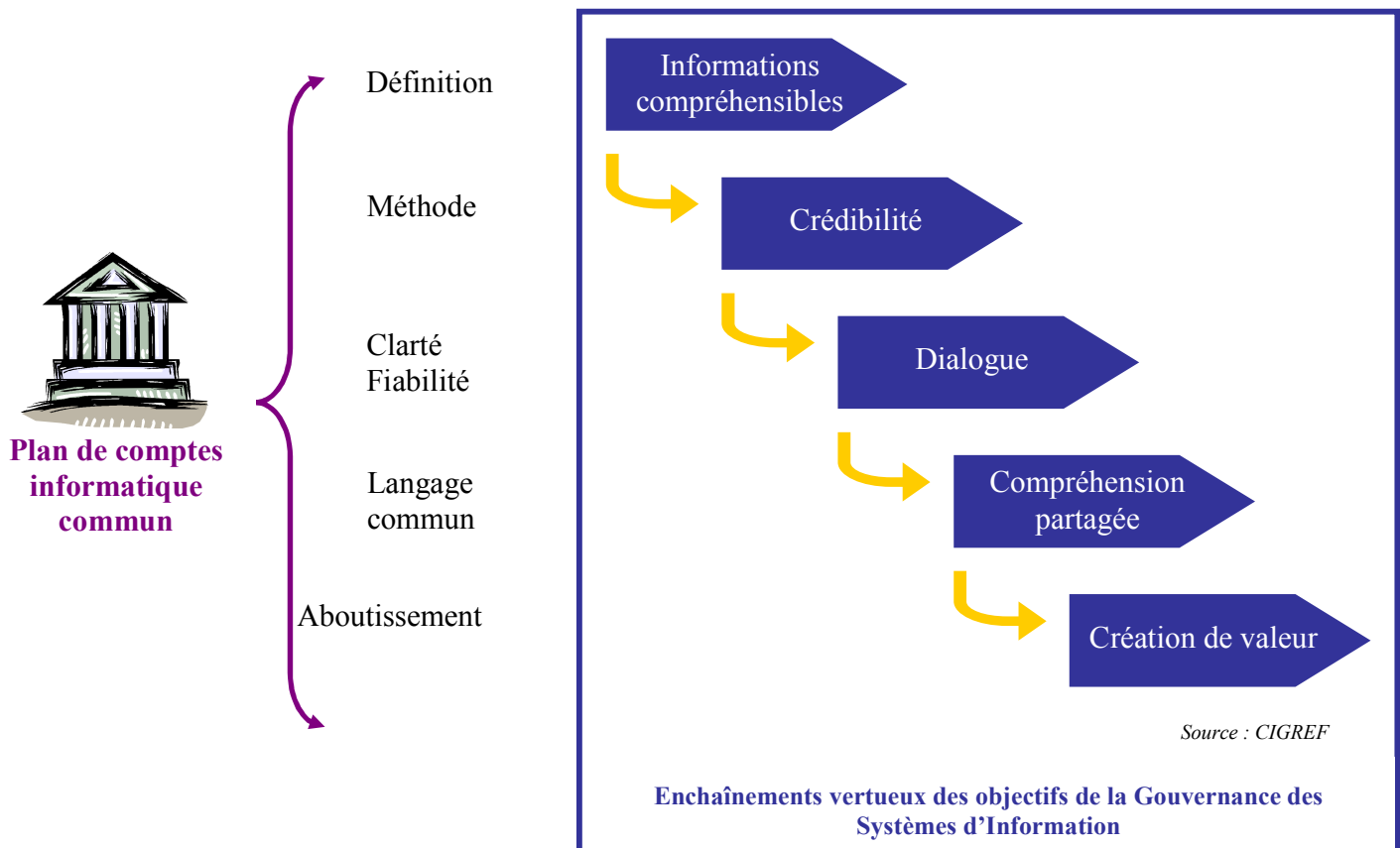
### 1.4.1 Gouvernance

D'après le CIGREF : « La gouvernance décrit comment un système est dirigé et contrôlé. Ainsi définie, la gouvernance est l'association du pilotage, c'est-à-dire s'assurer que les décisions d'aujourd'hui préparent convenablement demain, et du contrôle, c'est-à-dire mesurer l'écart par rapport à ce qui était prévu. »

Etablir un plan de comptes informatique commun contribue aux objectifs de base de la gouvernance :

- *Informations compréhensibles*  
La gouvernance est bien une demande de plus de transparence. Pour trop de décideurs, le système d'information reste obscur dans sa définition, son étendue, sa terminologie et au final son coût et son apport.
- *Crédibilité*  
Pour construire sa crédibilité, il faut non seulement fournir des informations, mais aussi montrer et démontrer la nature rationnelle, contrôlée et prédictible des méthodes qui les produisent.

Le plan de comptes informatique n'est pas une composante spécifique à la gouvernance du système d'information, comme les indicateurs ou les processus, mais contribue à la démarche en amont. Et le fait d'en faire un référentiel, un modèle contribue aux objectifs de base de la gouvernance d'avoir des Informations compréhensibles (entre autres les coûts) et de construire une crédibilité.



### 1.4.2 Benchmarking

Les objectifs d'un benchmark sont :

- se positionner par rapport à un groupe de référence
- situer ses centres de production les uns par rapport aux autres
- se comparer à soi-même dans le temps
- identifier des processus, les caractériser, les comparer

La comparaison des coûts avec d'autres entreprises est une des méthodes pour expliquer ses coûts et se situer par rapport aux autres acteurs du marché.

Les coûts internes sont le plus souvent sous-estimés dans les comparaisons avec des indicateurs externes ou les propositions des prestataires. Il faut être vigilant en particulier sur les points suivants :

- Quelles sont les conditions d'opération ?
- Quelle est la taille de l'informatique considérée ? (Volumétrie en jeu)
- Quels types de technologies sont utilisés ?
- Quels sont les niveaux de service ?
- À quelles contraintes légales et de taxation l'entreprise est-elle soumise ? (Attention en particulier aux profondes différences d'un pays à l'autre)
- Quelles sont les structures organisationnelles et la culture de l'entreprise ?
- Quelles sont les structures de coûts ?

**Facteurs clés de succès d'un benchmark :**

- *Un périmètre bien défini* (exemple : est-ce qu'on se place au niveau corporate ou local)
- *Une structure homogène de coûts* (exemple : qu'entend-on par coût des télécommunications)
- *Un calcul de coût identique* (exemple : durée d'amortissement des immobilisations)
- *Des méthodes claires, précises et stables dans le temps* (benchmark interne)
- *Soutien de la Direction Générale*
- *Adhésion des acteurs opérationnels*
- *Récurrence du benchmarking*
- *Mise en place d'un suivi rigoureux*
- *Pour plus de transparence, un benchmark doit se distinguer d'une analyse concurrentielle*

### 1.4.3 Connaissance

Beaucoup d'entreprises aujourd'hui encore ne savent pas ce que leur informatique leur coûte. Peut-être plus aujourd'hui qu'hier d'ailleurs du fait de l'imbrication, voire de la fusion des systèmes d'information dans le fonctionnement de l'entreprise. À l'extrême, on trouve encore des cas où il n'y a pas de budget informatique à proprement parler. Le plus souvent les dépenses centrales directes sont suivies, parfois des études ponctuelles de coût complet sont réalisées. Au total, il en résulte un suivi synthétique très insuffisant de la dépense informatique.



Ne pas connaître sa dépense informatique, c'est s'interdire l'accès à des outils de contrôle et de maîtrise des coûts (benchmarking, études de coûts de revient, analyses de rentabilité...).

#### ***1.4.4 Maîtrise***

Maîtriser les coûts ne veut pas seulement dire baisser les coûts mais aussi :

- Faire des économies d'échelle : même si on décentralise, on peut avoir intérêt à grouper les négociations de prix. Plus simplement, on pourra éviter les doublons.
- Faire des économies tout court : un coût dont on n'identifie pas l'effet déclencheur (ici : produire de l'informatique) est un coût sur lequel on ne pourra pas agir. Exemple : on continuera à payer la taxe professionnelle sur les postes de travail qui gisent dans les remises.
- Mesurer la productivité : pour identifier les processus à améliorer et fixer des objectifs de gains de productivité.

## 2 METHODE

### 2.1 DEFINITION DU PERIMETRE

Un benchmark doit être précédé d'une définition du périmètre des coûts à prendre en compte. La comparaison, afin d'être optimisée, doit se faire au même niveau.

Niveaux de benchmarking :

#### *2.1.1 Informatique de bureautique / gestion / scientifique / production*

L'informatique est présente partout, l'informatique de gestion n'est qu'une partie. Il convient de s'accorder sur la catégorie de l'informatique pour se benchmarker. Selon les secteurs d'activité, l'informatique de production est plus ou moins importante (exemple : l'informatique de production est très développée dans le secteur de l'automobile). Pour éviter de fausser le montant du budget informatique, l'informatique de production est à exclure dans le cas d'un benchmark de deux secteurs différents.

#### *2.1.2 Périmètre géographique (France, Europe, Monde)*

Tous les coûts informatiques de toute origine doivent être pris en compte mais bien différenciables et traçables. Lors du benchmarking, il conviendra de définir le périmètre géographique pour écarter les risques d'écarts dus aux conjonctures économiques.

#### *2.1.3 Niveau centralisé (corporate) / local (usines) / local (siège)*

Tous les coûts informatiques de toute origine doivent être pris en compte mais bien différenciables et traçables. Lors du benchmarking, il conviendra de définir le niveau car les coûts informatiques d'un siège social ne sont pas comparables à ceux d'une usine. Le secteur d'activité a de grandes conséquences à ce niveau (exemple : banque / automobile), c'est pourquoi définir à quel niveau se situe le benchmark est important.

#### *2.1.4 Coûts stricts (sous l'autorité de la fonction informatique) / complets*

Il convient de prendre en compte les coûts informatiques dépendant de l'autorité de la fonction informatique et les coûts informatiques dépendant des autres fonctions (opérationnelles, administratives et financières...).

Il convient de délimiter le domaine à couvrir. En fait, il existe trois notions différentes des coûts informatiques :

- Les dépenses du seul service informatique : ce sont les dépenses faites sous l'autorité du chef de service
- Les dépenses de la fonction informatique : c'est la somme du coût du service informatique et de l'informatique décentralisée
- Les dépenses du système d'information : c'est le coût de l'ensemble des tâches liées au fonctionnement de ces systèmes

Il existe une nette tendance à la sous-évaluation des dépenses informatiques car les domaines sont imprécis.

## 2.2 MISE EN COMMUN DES REGLES DE DETERMINATION DES COUTS

### 2.2.1 Coûts de fonctionnements / d'investissements

Les coûts informatiques ne se limitent pas au matériel informatique mais à tous les coûts nécessaires au fonctionnement quotidien y compris les amortissements, locations....

Lors du benchmarking, il est important de distinguer ces coûts et de préciser que les deux types de coûts sont pris en compte.

Les coûts d'**investissement (liés à une décision qui aboutit à une dépense)** sont les dépenses effectuées en vue d'acquérir, de construire, de développer, de mettre en valeur ou d'améliorer une partie de la direction informatique et qui lui procureront des avantages au cours d'un certain nombre d'exercices.

Les coûts de **fonctionnement (liés à l'activité quotidienne et permettant un fonctionnement continu)** sont les dépenses courantes informatiques, correspondant à l'ensemble des activités informatiques, qui relèvent de la marche normale des services informatiques, et qui concernent la réalisation de l'objet dominant que le service s'est donné.

### 2.2.2 Coûts liés à un décaissement ou à un amortissement

Une application créée par l'entreprise a généré des charges qui vont être en partie immobilisées.

Cette comptabilisation est directement liée aux pratiques internes à l'entreprise. Il est donc difficile de se benchmarker en intégrant les amortissements liés à cette immobilisation.

Lors du benchmark, les entreprises doivent être conscientes des répercussions qu'ont les décisions de gestion des immobilisations et donc s'accorder si le benchmark s'établit en « cash » ou en « amortissement ».

### 2.2.3 Distinguer les investissements des immobilisations

- les **investissements** : prennent en compte l'intégralité des dépenses effectuées au cours de l'exercice qui produit ses effets dans les années à venir selon les règles comptables internes à l'entreprise
- des **immobilisations** : sont comptabilisées à l'actif du bilan selon les règles comptables de l'entreprise. Les immobilisations de l'année doivent venir en déduction des charges. Les immobilisations figurant encore au Bilan génèrent des dotations aux amortissements, qui, elles, s'inscrivent en charges.

### ***2.2.4 Définir des règles d'amortissement***

**Durées d'amortissement** type (amortissement linéaire) : Ces durées seront normalisées pour permettre le benchmarking.

- |   |                |
|---|----------------|
| - matériels centraux :  | 3 ans          |
| - matériels décentralisés (imprimantes) :                         | 5 ans au moins |
| - réseaux (câbles) :  | 10 ans         |
| - applications (logiciel, progiciel, systèmes de développement) : | 5 ans          |

Exemples d'exceptions qui demandent un allongement ou un raccourcissement de la durée d'amortissement :

- |                                    |        |
|------------------------------------|--------|
| Application métier très évolutif : | 3 ans  |
| Application comptable :            | 10 ans |

Les durées d'amortissement sont souvent hétérogènes entre les entreprises. Lors du benchmarking, la durée et la méthode d'amortissement doit être homogène.

### ***2.2.5 Sélectionner les temps du personnel et des utilisateurs à prendre en compte***

Établir des feuilles de temps pour tous les personnels qui interviennent simultanément sur plusieurs applications. L'imputation de ces charges peut se baser sur un nombre de tickets ou de bons de travaux. Le personnel posté est appliqué directement.

Exclusion des personnes jouant le rôle de supports informatiques ( services opérationnels, administratifs, ou tout service hors service informatique).

Incorporer uniquement les utilisateurs affectés à plein temps à l'informatique.

Exclure les temps que passent des utilisateurs à utiliser, à former ou à mettre en œuvre le système dans le calcul des coûts informatiques mais les incorporer dans les coûts des systèmes d'information.

### ***2.2.6 Répartition des charges***

Dans la masse des dépenses, certaines sont clairement affectables (factures explicites) et doivent être directement imputées à leur centre de coût et non pas réparties.

### ***2.2.7 Incorporation des taxes***

Le montant des dépenses informatiques à prendre en compte est le montant hors taxe (HT). La TVA est à neutraliser.

Les autres taxes doivent intégrer les coûts informatiques (taxes sur les salaires, taxe professionnelle...).

## 3 PLAN DE COMPTES INFORMATIQUE

### 3.1 TROIS CLASSEMENTS DES COUTS INFORMATIQUES

Nous avons déterminé 3 tableaux et donc 3 approches qui permettent une répartition et une définition plus claire des coûts informatiques.

L'approche de **comptabilité générale** est la plus simple puisqu'elle est basée sur le plan comptable du compte de résultat. Les coûts sont définis dans toutes les entreprises à partir du plan comptable. Le plan comptable constitue une base pour la réalisation de budgets, l'analyse des coûts et le contrôle de gestion. Cette vision comptable a pour objectif de faire ressortir les comptes de charges (comptes de classe 6) à intégrer dans les coûts informatiques, c'est un répertoire des charges prises en compte dans le budget informatique. Cette approche est la seule vraie référence mais ne permet pas de piloter les coûts informatiques.

L'approche **par nature budgétaire** permet une distribution des coûts informatiques par compte budgétaire. Le montant des coûts informatiques est le montant mis sous contrôle du management concerné. L'approche budgétaire est une aide à la décision, elle sert souvent de référence pour qu'une partie des objectifs doive se traduire en termes monétaires. Les budgets sont des programmes d'action chiffrés servant d'outil de pilotage.

Cet outil sert également de base pour le modèle IGSI de benchmarking des coûts informatiques.

La troisième approche, **analytique**, est la méthode utilisée pour déterminer le coût de revient d'une prestation, d'un projet, d'une application, d'un domaine ou autre. Elle répond aux besoins des réflexions par processus (coût informatique par processus). Cette méthode, par centre de frais, va donc permettre de refacturer les coûts informatiques liés à une prestation mais aussi à contrôler et justifier le montant de la refacturation (lorsqu'elle existe). Le besoin de calculer les coûts complets se ressentira quand la question de l'externalisation se posera pour comparer le prix de revient au prix d'achat et prendre une décision.

Cette approche est directement liée à l'organisation de l'entreprise.

Les trois visions peuvent être employées simultanément et concurremment. Ces trois approches peuvent converger pour se rapprocher du montant réel du budget informatique global.

Ces approches sont un socle de base lors du benchmarking. Ainsi, il suffira de rajouter ou d'ôter des lignes pour atteindre la même méthode de calcul. Si des lignes sont à modifier, un tableau de passage peut intervenir entre les tableaux (exemple : la réincorporation des amortissements, la répartition des infrastructures...).

## 3.2 CLASSIFICATION DES CHARGES INFORMATIQUES

### 3.2.1 Approche par compte de comptabilité générale

Cette classification est établie selon le plan comptable général. Elle énumère les comptes de classe 6 concernant les coûts informatiques.

COMPTES GENERAUX	CHARGES INFORMATIQUES	OBSERVATIONS
<b>ACHATS non immobilisés</b>		
Achats courants qui ne donnent pas lieu à un amortissement voir tableau 1	Achat de petit matériel	Montant inférieur à 500€
	Achat de logiciel	Licences non amorties
	Achat de fournitures	Disque, toner, papier, cartouche, fournitures de bureau...
	Achat de services	Consommations électriques, externalisation, prestations externes...
<b>SERVICES EXTERIEURS</b>		
	Sous-traitance générale	
	Redevances crédit bail	Location matériel et logiciel...
	Locations	Matériel, locaux, charges locatives...
	Maintenance	Contrat d'entretien ou de réparation Matériel, logiciel, locaux ... Maintenance interne ou TMA
	Assurance	Primes d'assurances sur biens
	Divers	Etudes, recherches, documentation, séminaires...
	Régie	Personnel détaché ou prêté à l'entreprise
	Intérimaires	Personnel d'exploitation Programmeurs
	Honoraires	Missions de conseils et d'audit Expertises techniques
	Transports	Opérations liées à la livraison du matériel ou aux déménagements (déplacement des matériels)
	Frais de déplacements, réceptions	Frais de mission, de déplacement du personnel
	Frais postaux	Frais liés à l'activité informatique excepté des frais de routage (factures, tenues de compte...) Exclure les coûts de mailing
	Frais de télécommunication	Internet, location de lignes louées, échanges de données par réseau commuté, transpac, VoIP, téléphonie fixe, mobile, visioconférence Les PABX sont à exclure (compte tenu des évolutions technologiques, il faudra l'intégrer dans les coûts)

<b>IMPOTS ET TAXES</b>		
	Taxes sur les salaires	Taxe d'apprentissage, participation à la formation continue et à l'effort de construction
	Autres taxes	Taxe professionnelle...
<b>CHARGES DE PERSONNEL</b>		
	Rémunérations	Salaires, congés payés, primes, indemnités...
	Charges sociales	URSSAF, mutuelle, retraite, ASSEDIC...
	Autres charges sociales	Versement Comité d'entreprise,...
	Autres charges de personnel	Formation...
<b>REDEVANCES LOGICIELLES</b>		
	Redevances des logiciels	
<b>DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS</b>		
Immobilisations acquises et produites par l'entreprise	Dotations aux amortissements matériels	Mainframe, serveur, équipements, PC, logiciels systèmes
	Dotations aux amortissements logiciels applicatifs	Licences, logiciels applicatifs (hors logiciels systèmes)
	Dotations aux amortissements réseaux	Câblage, matériel actif, équipements passifs, matériel radio... Inclure les coûts d'installation
<b>PARTICIPATION DES SALAIRES</b>		
	Participation aux résultats de l'entreprise	

**Tableau 1 : liste des achats donnant lieu à des amortissements**

ACHATS immobilisés		
	Achat de matériel	Valeur supérieure à 500€
	Achat de progiciel	
	Achat de réseaux	
Travaux faits par l'entreprise pour elle-même		
	Production immobilisée	Etude préalable, développement, tests/contrôles

### 3.2.2 Approche par nature budgétaire

RESSOURCES	CHARGES INFORMATIQUES
<b>PERSONNEL</b>	
Personnel interne	Salaires
	Frais de mission
	Frais de formation
	Autres frais de personnel interne
Personnel externe	Intérimaires et stagiaires
	Régie
<b>PRESTATION EXTERNE (quote-part ou facture)</b>	
Facility Management	Externalisation, forfait
Autres prestations externes	Frais de télécommunication / réseau
	Autres frais de prestations externes
<b>CONSEIL</b>	
	Honoraires
<b>MATERIEL</b>	
	Amortissements
	Location/Leasing
	Maintenance
	Divers
<b>LOGICIEL / PROGICIEL</b>	
	Amortissements
	Location/Leasing
	Redevance
	Maintenance
	Divers
<b>SURFACE</b>	
	Amortissements
	Location
	Maintenance
	Divers
<b>IMPUTATIONS INTERNES (refacturations ou quote-part)</b>	
	Personnel
	Frais de gestion RH
	Autres charges
	Facturation interne



### 3.2.3 Approche analytique

*Cette approche est donnée à titre d'exemple. D'autres découpages sont possibles compte tenu des règles internes à l'entreprise.*

FAMILLES	CENTRES DE RESSOURCES	DETAILS
Dépenses strictes		
(faites sous l'autorité du responsable informatique)	Management	Administration, comptabilité, encadrement..
	Etudes  Travaux de conception, réalisation, maintenance, services, avec une ou plusieurs unités	Projet interne ou externe
		Maintenance interne ou Tierce Maintenance
		Applicative
		Tests
		Assistance (help desk applicative, monitoring, formation)
	Exploitation  Dépenses courantes liées à l'activité normale du service informatique	Matériel, logiciel, personnel sur site centralisé
		Matériel, logiciel, personnel sur site décentralisé
		Gestion de parc
		Réseau
		Editique
	Dépenses directes	Achat, amortissement, location, leasing de projets ou d'applications
		Sous-traitance imputée aux projets ou aux applications
Dépenses décentralisées		
(faites par les unités à leur initiative, sur leur budget ou payées par le service informatique)	Maîtrise d'ouvrage et assistance à maîtrise d'ouvrage	Affectés à plein temps
	Utilisateurs	Affectés à plein temps sur leur projet à condition d'être repéré
	Equipes de tests	Dans le cadre d'une mission de tests
	Dépenses directes	Achat matériel
		Achat logiciel
Achat services (études...)		

## 4 GLOSSAIRE DE LA CLASSIFICATION BUDGETAIRE

### 4.1 PERSONNEL

Ce sont les dépenses liées aux personnes qui interviennent dans l'exploitation des systèmes, la maintenance des applications et des matériels, l'assistance aux utilisateurs...

#### 4.1.1 Personnel interne

Ce sont les salariés de l'entreprise employés dans le service informatique ou pour d'autres fonctions intervenant ponctuellement sur des projets (contrat à durée indéterminée ou à durée déterminée).

Les charges affectées au personnel interne sont les suivantes :

- **Salaires** : salaires brut, congés payés, primes, indemnités, charges sociales (sécurité sociale, prévoyance, autres...)...
- **Frais de missions** : frais de restauration, frais de transport...
- **Frais de formation** : frais de formation interne ou externe
- **Autres frais de personnel interne** : frais de recrutement et de licenciement, coûts de mise en retraite, de la médaille du travail, 1% patronal, participation, abondement, taxes sur les salaires...

#### 4.1.2 Personnel externe

Ce sont des personnes mises à disposition de l'entreprise par des sociétés de service pour une mission d'exploitation, de maintenance, de développement, de support....

On distingue deux types de personnel externe :

- **Intérimaires, apprentis, stagiaires**...
- **Régie** : personnel externe contractuellement à disposition de l'entité et facturé au temps passé.

### 4.2 PRESTATIONS EXTERNES

#### 4.2.1 Facility management

C'est l'externalisation informatique soit : la prise en charge contractuelle, par un prestataire extérieur, de la totalité ou d'une partie des ressources informatiques d'une entreprise.

Sont à inclure dans cette partie toutes les actions par lesquelles une entreprise confie à un tiers, en tout ou en partie, la production d'un bien ou la prestation d'un service, au lieu de la prendre en charge elle-même en interne soit : l'outsourcing, l'infogérance, la TMA (tierce maintenance applicative)....

Le **forfait** est un type de facility management : c'est un type de facturation (différent de la régie) dans laquelle le client paye une prestation globale ou un tarif unitaire (et non pas des temps passés).

#### 4.2.2 Frais de télécommunication / réseau

Les frais de télécommunication / réseau n'intègrent pas les matériels ni le logiciels de télécommunication mais :

- les locations de lignes louées
- les abonnements et forfaits à un service de communication
- l'externalisation des télécommunications (intégralité des services de télécommunication sont fournis par un prestataire)

Ces charges concernent internet, transpac, la téléphonie fixe et mobile, la visioconférence, le **LAN** (local area network : réseau local d'entreprise) et le **WAN** (wide area network : réseau étendu), **VoIP** (voice over Internet Protocol)...

#### ***4.2.3 Autres frais de prestations externes***

Ce poste est composé des autres frais de prestations externes qui n'entrent pas dans une autre catégorie.

Les autres prestations externes concernent toutes les prestations externes liées au service informatique : frais postaux...

### **4.3 CONSEIL**

Ce poste est constitué de toutes les charges d'honoraires concernant des études, expertises, audits informatiques....

### **4.4 MATERIEL**

Tout le matériel informatique et/ou utilisé par le service informatique (de toute origine, de tout usage) doit être pris en compte suivant un inventaire physique, comptabilisé ou non comptabilisé.

Le matériel informatique est, dans le bilan comptable, une immobilisation corporelle, il est décomposé comme suit :

- Systèmes centraux : mainframes, serveurs...
- PC, ordinateurs portables : unités centrales, souris, claviers, écrans...
- Autres périphériques : scanners, **PDA**...
- Imprimantes : individuelles et communes, centralisées et décentralisées...
- Matériels de réseau : **commutateurs**, **routeurs**, **concentrateurs**, câblage...
- Matériels de télécommunication : **autocommutateurs**, **PABX**, central téléphonique, ...
- Systèmes de stockages séparés de l'unité centrale : cartouches de stockage, bandes de stockage, disques de stockage, robots de stockage, ...

Les charges puisées par le matériel informatique sont toutes les charges liées à l'investissement et au fonctionnement de ce type de matériel soit les amortissements, la location, la maintenance, d'autres charges :

- assurances liées au matériel,
- taxes liées au matériel,
- achats de petits matériels (non amortis), achats de fournitures consommables : papier, toner, pièces détachées, cartouches, câbles...
- frais accessoires d'achat : primes d'assurances, rémunérations d'intermédiaires et honoraires, transports de biens...

- rabais, remises, ristournes obtenus sur achats et services...

#### 4.5 LOGICIELS / PROGICIELS

La partie fixe et la partie variable sont à prendre en compte.

Le logiciel est, dans le bilan comptable, une immobilisation incorporelle, il est décomposé comme suit :

- Systèmes d'exploitation : logiciels nécessaires à la mise en place du système d'exploitation
- Bases de données : logiciels qui permettent d'administrer des données
- Logiciels **E.A.I. (Enterprise Application Integration)**
- Outils d'administration : logiciels qui administrent et reprennent, après incident, l'exploitation des réseaux, des serveurs et des postes de travail
- Moniteur de communication : logiciels qui gèrent la communication entre les postes de travail et les serveurs centraux
- Autres applications (de gestion, bureautique, scientifique, technique, **groupware**...) : les logiciels créés par l'entreprise sont exclus.

Les charges puisées par le logiciel informatique sont toutes les charges liées à l'investissement et au fonctionnement de ce type de logiciel soit les amortissements, la location, la maintenance, d'autres charges :

- assurances liées au logiciel,
- taxes liées au logiciel,
- achats de petits logiciels (non amortis)
- frais accessoires d'achat : primes d'assurances, rémunérations d'intermédiaires et honoraires, transports...
- rabais, remises, ristournes obtenus sur achats et services...

#### 4.6 SURFACES

Les surfaces comprennent :

- bureaux (le matériel des développeurs est à exclure)
- sites de secours
- locaux temporaires
- salles blanches
- entretiens et grosses réparations immobilisés
- infrastructure : climatisation, salles machines, locaux techniques, réserves (lieu de stockage), alimentation de stabilisation et de secours (onduleur), équipement de sécurité...

Les charges correspondantes sont :

- amortissements des entretiens et grosses réparations et des infrastructures
- location, leasing : loyers et charges locatives
- maintenance : réparations...
- divers : assurances, taxes, nettoyage, sécurité, fluides, achats (non amortis), fournitures de bureau...

#### 4.7 IMPUTATIONS INTERNES

Les imputations internes sont les charges des directions de l'entreprise autres que l'informatique qui concernent le service informatique.

Ces charges sont soit refacturées à la direction informatique soit déterminées par un quote-part de charge.

Ces imputations peuvent provenir du Groupe, de la Direction Générale, de la Direction des Achats, de la Direction des Ressources Humaines, de la Direction Administrative et Financière, de la Direction Juridique, ou d'autres services.

Ces charges comprennent :

- des charges de personnel,
- des frais de gestion RH,
- des charges financières, juridiques,...
- des facturations internes.

## 5 GLOSSAIRE DES TERMES TECHNIQUES INFORMATIQUES

**E.A.I. (enterprise application integration) :** Ensemble de technologies qui permet aux logiciels d'application développés dans une entreprise et aux progiciels qui y sont implantés de communiquer et de travailler de concert, assurant ainsi la mise en œuvre optimale des processus de l'entreprise et une administration centralisée du système d'information de celle-ci.

**Groupware :** Logiciel qui permet à des utilisateurs reliés par un réseau de travailler en collaboration sur un même projet.

**VoIP (voice over Internet Protocol) :** Technique qui permet d'intégrer la voix aux données transmises par paquets sur un réseau utilisant le protocole IP. Il ne faut pas confondre la voix sur IP et la téléphonie sur IP. La voix sur IP est une technique de transmission de messages vocaux sur un réseau IP et la téléphonie IP consiste à mettre en place des services téléphoniques sur un réseau IP en utilisant la technique de la voix sur IP.

**LAN (local area network) :** réseau local d'entreprise soit système de communication privé, circonscrit géographiquement, qui relie en réseau l'ensemble des équipements informatiques d'une entreprise.

**WAN (wide area network) :** réseau étendu soit système de communication formant un grand réseau déployé géographiquement sur une longue distance, reliant éventuellement entre eux des réseaux locaux, en ayant recours le plus souvent à des réseaux publics pour la transmission des données.

**PDA (personal digital assistant) :** Ordinateur de poche, servant de complément à l'ordinateur de bureau ou à l'ordinateur portable, qui intègre de multiples fonctions de gestion qui lui permettent d'être utilisé comme un outil de travail accompagnant une personne dans ses déplacements.

**Commutateurs :** équipement de réseau, installé à différents noeuds, qui a pour fonction d'établir d'un point à un autre les connexions nécessaires à l'acheminement des signaux.

**Autocommutateur :** commutateur téléphonique qui, à l'intérieur d'une entreprise, gère de manière automatique les communications entre plusieurs postes et qui sert à établir celles avec l'extérieur.

**PABX (private automatic branch exchange) :** Commutateur téléphonique qui, à l'intérieur d'une entreprise, gère de manière automatique les communications entre plusieurs postes et qui sert à établir celles avec l'extérieur.

**Routeur :** équipement d'interconnexion, installé à un nœud de réseau, qui a pour fonction d'optimiser la transmission des données, en déterminant pour elles le meilleur chemin à emprunter.

**Concentrateur :** dispositif électronique qui permet de réduire le nombre de voies de transmission par lesquelles sont acheminées des informations, en les concentrant sur une ou plusieurs voies.



---

# Les fondateurs de l'Institut de la Gouvernance des Systèmes d'Information



**88, rue de Courcelles  
75008 Paris  
Tél. 01 55 62 12 22  
Fax 01 47 47 70 43  
E-mail : [afai@afai.fr](mailto:afai@afai.fr)  
[www.afai.fr](http://www.afai.fr)**

L'**AF AI**, Association Française de l'Audit et du Conseil Informatiques a pour but de développer l'emploi des techniques et des méthodes visant la maîtrise des systèmes d'information.

Créée en 1982, l'AF AI regroupe aujourd'hui plus de quatre cents membres représentant les auditeurs externes, les consultants et diverses fonctions au sein des entreprises : direction de l'informatique, de l'audit, de la finance et du contrôle de gestion.

L'AF AI est le chapitre français de l'ISACA (Association internationale) qui compte plus de 20 000 membres dans une centaine de pays, et le représentant de l'IT Governance Institute.

L'AF AI organise des conférences, des formations, anime des groupes de recherche et publie des résultats d'enquêtes et d'études, des ouvrages ainsi qu'une revue.

Par ailleurs, l'AF AI organise chaque année, les examens du CISA et du CISM qui constituent des certifications internationales.



**21, avenue Messine  
75008 Paris  
Tél. 01 56 59 70 00  
Fax 01 56 59 70 01  
E-mail : [cigref@cigref.fr](mailto:cigref@cigref.fr)  
[www.cigref.fr](http://www.cigref.fr)**

Le **CIGREF** regroupe 120 des plus grandes entreprises utilisatrices des technologies de l'information (assurance, banque, énergie, distribution, industrie, services...).

Ces entreprises représentent plus du tiers du budget informatique et télécommunications de l'ensemble de l'Hexagone. Elles regroupent 120 000 professionnels des systèmes d'information et 4 millions d'utilisateurs finaux.

Présidée par Jean-Pierre Corniou, l'association fait valoir les attentes légitimes des grands utilisateurs d'informatique et de télécommunications. Pour cela, elle entretient des relations avec les principaux décideurs dans le domaine des technologies de l'information.

Plus d'informations sur l'Institut de la Gouvernance des Systèmes d'Information :  
**[www.itgi-france.com](http://www.itgi-france.com)**

